

Questions orales

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur...

Des voix: Oh, oh!

M. Mackasey: Je voulais dire que cette question est particulièrement pertinente. J'en ai parlé ce matin au sous-ministre car il y a depuis longtemps un rapport d'établi entre les traitements d'un groupe d'employés et les traitements de leurs supérieurs. J'espère régler cette question bientôt.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ANGOLA—LA PRÉSENCE DE MILITAIRES CUBAINS

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Lors de sa visite à Cuba en janvier prochain, a-t-il l'intention de demander à Fidel Castro de rappeler ses soldats au nombre de 3,000 qu'il a envoyés en Angola pour appuyer les forces communistes qui voudraient s'emparer du pouvoir dans ce pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je doute fort que le chef de l'État cubain ait des conseils à me donner au sujet des mouvements des troupes canadiennes, aussi m'abstiendrai-je de lui en donner.

M. Crouse: J'aurais une question, monsieur l'Orateur. Je crois que le premier ministre n'a pas compris ma question. Je ne parlais pas des troupes canadiennes. On nous dit qu'actuellement le gouvernement cubain compte 3,000 soldats aux côtés des forces communistes en Angola. Ma question était celle-ci: puisque nous fournissons de l'aide à Cuba, aurait-il alors l'intention de demander à Fidel Castro de rappeler les 3,000 soldats qui appuient les forces communistes dont le but est de contrôler l'Angola?

M. l'Orateur: A l'ordre. Avec tout le respect que je dois au député, je pense que le premier ministre a justement répondu à cette question. Le député de Sault-Sainte-Marie.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS DES PÂTES ET PAPIERS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Étant donné qu'il n'a pu convaincre les compagnies des pâtes et papiers de se représenter à la table des négociations, pour régler un conflit qui dure depuis plusieurs mois, quelles nouvelles initiatives le ministre envisage-t-il de prendre pour réamorcer les négociations?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je voudrais répondre au député que certaines compagnies se préparent en ce moment à revenir à la table des négociations. Comme je le signalais hier, la réaction de la Commission de lutte contre l'inflation au règlement Irving pourrait mettre fin à l'impasse et il pourrait y avoir d'autres règlements sous peu.

● (1450)

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE PROGRAMME ANNONCÉ EN COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES NÉGOCIATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Comme le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé son intention de lancer un vaste programme d'expansion dans le domaine du transport et de l'industrie et comme cette entreprise nécessiterait une forte somme du ministère de l'Expansion économique régionale, le ministre peut-il nous dire si la campagne électorale en cours en Colombie-Britannique pourrait supprimer la pierre d'achoppement à laquelle il s'est buté en invitant la province à recourir aux services du ministère?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, je ne peux pas, bien sûr, commenter les dernières paroles de l'honorable député en ce qui a trait à la campagne électorale qui est présentement en cours dans la province de Colombie-Britannique, mais en ce qui a trait au projet qui a été annoncé par le ministre responsable des Ressources en vue d'un développement important de l'industrie charbonnière de cette province, c'est un sujet qui a fait l'objet de discussions avec notre ministère depuis un certain temps. Il a été identifié comme étant un projet important dans cette province pour le développement futur, et il est bien certain que, si le gouvernement de la province est intéressé à continuer ce projet, nous serons également intéressés à discuter avec lui et à analyser les possibilités de nous joindre à ce projet de développement qui, je crois, est très important.

* * *

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

LA MAINMISE POSSIBLE SUR LA COMPAGNIE WESTINGHOUSE PAR DES ÉTRANGERS

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Expansion économique régionale.

Étant donné, monsieur le président, que le gouvernement doit rendre une décision sur la vente de Westinghouse à une compagnie étrangère, que l'attente de cette décision occasionne certaines difficultés aux distributeurs de cette compagnie, et que les distributeurs ne peuvent pas offrir les garanties normales sur ces produits, est-ce que le ministre serait en mesure de dire aujourd'hui à la Chambre quand le gouvernement rendra sa décision sur cette possibilité de vente? Et s'il ne peut le faire aujourd'hui, peut-il apporter une attention particulière dans l'intérêt de tous ceux qui sont attachés directement et indirectement à cette compagnie?

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, je dirai à l'honorable député de Joliette que la question de cette transaction fait évidemment l'objet des préoccupations du gouvernement, mais la responsabilité en cette matière repose sur les épaules de mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, et lorsque la décision sera